



## **AUDIT TIERCE PARTIE DE LA CIRGL A RUTONGO MINES Ltd**

### **RESUME EXECUTIF**

**Publié le 27 Juillet 2016**

#### **1. Introduction**

##### **a. Objectif d'Audit**

Dans le cadre de l'Initiative Régionale Contre l'Exploitation Illégale des Ressources Naturelles (RINR) la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) est dans le processus de la mise en œuvre du Mécanisme Régional de Certification (MRC).

Le MRC vise à fournir une assurance aux acheteurs d'étain, de tantale, de tungstène et de l'or dans les Etats Membres(ES) de la CIRGL que les minéraux ont été produits, transportés et exportés légalement et conformément aux normes minimales relatives aux conflits d'approvisionnement libre, les pratiques sociales et environnementales. Afin de fournir une assurance crédible, la MRC exige un audit par tiers indépendant de l'exportateur de minéraux pour vérifier la conformité aux exigences applicables. Le processus d'audit par tiers comprend la vérification des systèmes, des processus de ses chaînes d'approvisionnement jusqu'à et y compris les sites miniers.

Le processus d'audit par tiers est géré par le Comité d'Audit de la CIRGL (le Comité), un forum tripartite représentant le gouvernement, l'industrie, ainsi que la société civile. Le Comité accrédite les auditeurs et établit les normes et les termes de référence pour es audits. Selon la section 8.8 du Manuel de Certification CIRGL (Version Novembre 2011), le Comité est d'ailleurs responsable d'examiner les rapports d'audits présentés par les auditeurs accrédités.

L'objectif spécifique de cet audit est de vérifier le niveau de conformité des systèmes, des processus et des pratiques de Rutongo Mines Ltd., jusqu'à et y compris les chaînes

d'approvisionnement des minéraux et des sites miniers avec les critères d'audit en vue d'obtenir la certification de Rutongo Mines Ltd. sous la CIRGL MRC.

## **b. Audité**

### **i. Information générale**

Rutongo Mines Ltd. est l'une des plus grandes sociétés minières et de traitement de la cassitérite du Rwanda. Rutongo Mines Ltd., situé à environ 26 km par la route, au nord de la ville de Kigali, est le nom collectif donné aux sites miniers actifs de Nyamyumba, Masoro, Gasambya, Mahaza, Gisanze et Karambo/Murambi. Bien qu'il existe des moindres dépôts sur la concession, ceux-ci sont inactifs à l'heure actuelle ou attachés à certains des plus grands sites. La société a reçu sa licence d'exploitation à long terme le 29 Janvier 2015 suite à une étude de faisabilité approfondie.

### **ii. Information d'affaires**

RML est une opération formalisée, pour l'extraction de minerai d'exploitation minière souterraine en roche dure sous contrôle et direction total d'une grande équipe de gestion. RML extrait ses propres minéraux à partir de gisements de veines de quartz souterraines, en utilisant des équipements modernes pour extraire le minerai par forage conventionnel et par opérations de dynamitage. RML est l'opération la plus industrialisée au Rwanda.

Par Arrêté Ministériel N°001/MINIRENA/16.02, du 29 Janvier 2015, RML a obtenu un permis d'exploitation minière pour la concession minière Rutongo pour une période de 25 ans.

La production de cassitérite sur le site Rutongo est assurée par 9 sous-traitants qui emploient environ 965 mineurs. L'entreprise emploie directement 882 mineurs en plus. Ce chiffre a chuté de 5.000 au cours des deux dernières années à la suite de l'effondrement des prix mondiaux de l'étain. L'activité minière est entreprise dans huit puits de mines actives.

L'entreprise emploie également 325 personnes qui ont des tâches spécifiques qui incluent l'ingénierie, le dynamitage, la sécurité, la réhabilitation des terres et les travaux généraux de terrain. Le site minier est géré par six hauts fonctionnaires de l'entreprise lesquels étaient des informateurs clés pour cet audit. La majorité des cadres supérieurs sont des expatriés d'Australie et d'Afrique du Sud.

L'extraction du minerai est effectivement manuelle, mais assistée par l'utilisation de trains souterrains, de chargeuses "bobcat" et d'excavatrices sur place. La casse de la roche est réalisée par des

concasseurs mécanisés puis affiné sur place à l'aide de tamisage et vannes courtes. Le minerai est ensuite ensaché au sous-site où il reçoit une étiquette initiale écrite à la main indiquant le sous-traitant et l'équipe pertinente de creuseurs responsable de la production. Le minerai est ensuite séché sur feux ouverts avant le pesage et l'évaluation.

Le minerai est ensuite transporté par camion à partir soit des puits sous-sites à des usines de transformation mécanisée qui se composent de tables à secousses, des gabarits et des classificateurs en fonction de la qualité de la matière première.

Après traitement initial, les sacs de minerai sont pris au hangar d'étiquetage où ils sont à nouveau pesés par l'administrateur d'étiquetage, puis donnée une étiquette iTSCi de la mine. L'information de production est ensuite consignée dans un livret de coupons en triple exemplaire, une copie blanche ira à l'ITRI, une copie jaune ira au RML, et une copie rose ira à la DGM (Département de Géologie et Mines, Rwanda). Ce processus est assisté par l'utilisation de scanners de codes à barres qui transmettent à distance les données iTSCi directement à la base de données ITRI au Royaume- Uni et imprime des reçus d'information pour les directeurs de la mine. Les étiquettes sont également stockées de manière sécurisées :

Avant l'émission, les étiquettes iTSCi sont conservées dans une boîte sécurisée, et fixés par deux cadenas. La clé pour un cadenas est détenue par l'administrateur d'étiquetage, alors que la clé du second cadenas est détenue par le chef de la sécurité.

Le transport est effectué par Bollore et de sa sécurité accompagnante. Le minerai est transporté en sacs de 500 kg, accompagné de sa documentation et ses étiquettes. Toute la production RML est vendue directement à un client participant iTSCi basé en Asie. Lorsqu'une quantité suffisante de cassitérite est prête pour l'exportation, toutes les étiquettes sont placées dans un paquet, qui est inséré à l'intérieur des sacs appropriés, puis ils sont pris par la route à Dar-es-Salaam pour les expédier vers l'Asie par la mer. Chaque envoi est accompagné d'un Formulaire de Déclaration d'Exportateur iTSCi 'C2' comprenant des données concernant l'expéditeur, le commerçant, la fonderie finale, les numéros de lot de la société, les numéros d'expédition iTSCi, les paiements de taxation, billets de cargaison et factures.

L'audit a été effectué contre le Manuel d'Audit du Mécanisme Régional de Certification CIRGL. Aux fins de cette vérification, la portée est considérée aux termes du Mécanisme de certification régional CIRGL pour être l'exploitation minière industrielle, conformément au paragraphe 4a des annexes au manuel CIRGL de certification.

### **c. Auditeur**

#### **i. Auditeur**

Martello Risk Ltd

## **ii. Cabinet d'audit**

Dr Caspar Fithen

### **2. Entendue d'Audit**

#### **a. Méthodologie**

Martello Risk a effectué un examen approfondi de la littérature de matériel, open-source existant concernant RML. Un total de 24 documents ont été examinés dans le cadre du processus de planification pré-audit couvrant non seulement celles relatives aux audits précédents de RML, mais aussi des évaluations de base du Rwanda et de documents politiques plus larges couvrant l'or et 3T offre le contrôle de la chaîne pour la région des Grands Lacs. Cet avis étayé une évaluation exhaustive des risques qui a formé la base de la stratégie d'inspection du site de la mine et la collecte de données qualitatives et quantitatives dans le but d'évaluer la conformité à la fois l'état et les progrès des critères de la CIRGL.

#### **b. Aperçu**

### **COLLECTE DE DONNEES QUALITATIVE**

#### **Inspections de la Chaîne d'Approvisionnement du Site**

Conformément aux exigences des Directives de la Diligence Due pour les Chaînes d'approvisionnement Responsables en Minerais provenant de Zones de Conflit ou à Haut Risque de l'OCDE et du Mécanisme Régional de Certification de la CIRGL Martello Risk a recueilli des données qualitatives pertinentes pour l'audit de la chaîne d'approvisionnement de RML par moyen d'entrevues avec des personnes aux points suivants au long sa chaîne d'approvisionnement :

#### **1. EXPORTATEUR**

#### **2. COMMERCE ET TRANSPORT**

#### **3. EXCAVATION**

### **COLLECTE DE DONNEES QUANTITATIVE**

En ligne avec le Manuel de Certification de la CIRGL, que “les auditeurs doivent inspecter un pourcentage suffisamment élevé des dossiers pour justifier des conclusions générales sur la totalité du dossier d’enregistrements”, Martello Risk a mené un échantillonnage représentatif des dossiers lorsque cela est possible et réalisable aux points suivants au long de la chaîne d’approvisionnement. Plus précisément, Martello Risk a inspecté l’ensemble des données pour la production, l’étiquetage et l’expédition pour les 12 mois précédant l’audit.

## **1. EXPORTATEUR**

- a. Opérations**
- b. Personnel**
- c. Contrats**
- d. Autorités**
- e. Comptabilité Matériel et Financière**

## **2. SITES MINIERS**

- a. Opérateur Site Minier**
- b. Diligence Due**
- c. Personnel**
- d. Contrats**
- e. Autorités**
- f. Comptabilité Financière et Matériel**

## **3. Constatations (état du pavillon)**

- 4.**
  - a. Sites miniers et des routes commerciales**

*Tableau récapitulatif de la conformité à la RCM des critères d'état*

CONFLICT	WORKING CONDITIONS	ENVIRONMENT	FORMALITY/ TRANSPARENCY	COMMUNITY DEVELOPMENT

*Tableau récapitulatif de la conformité à RCM critères de progrès*

CONFLICT	WORKING CONDITIONS	ENVIRONMENT	FORMALITY/ TRANSPARENCY	COMMUNITY DEVELOPMENT

**b. Exigences de l'exportateur**

RECORDS	TAXES	CASH PURCHASES	BRIBES	HUMAN RIGHTS	CONFLICT	PUBLIC or PRIVATE SECURITY	CHAIN of CUSTODY	DATA	OWNERSHIP

**5. Conclusion**

En se fondant sur les éléments de preuve mis à la disposition de l'équipe d'audit, RML a entrepris tous les efforts pour se conformer à tous les critères d'audit.

Par conséquent, en fonction de la portée et les conclusions de l'audit, les lieux visités, les acteurs consultés et les processus examinés, RML a démontré un niveau de conformité avec les Critères d'Audit qui est compatible avec un drapeau vert.